

**INFOS
EXPRESS**

Médéa

Protection civile : 3 interventions par heure

Le bilan hebdomadaire des activités de la Protection civile concernant la période allant du 19 août 2012 au 25 août 2012, qui nous a été remis par l'officier Tarek Belhachemi, chargé de la cellule de communication auprès de la Direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa, fait ressortir 549 interventions, soit une moyenne de 3 interventions par heure. Pour les accidents de la route, il a été enregistré 57 ayant causé 4 morts et 73 blessés. Les plus graves se sont produits pour l'un le 21 août 2012 vers 3h45 sur la RN 62 au lieudit Ouled Mellal, dans la commune de Berrouaghia à la suite de dérapage d'un poids lourd ayant causé la mort du conducteur répondant aux initiales M. F., âgée de 28 ans, et 1 blessé grave répondant aux initiales B. S., âgé de 23 ans, tandis que le second s'est produit le 23 août 2012 vers 16h38 sur le QV 12 au lieudit 50 relevant de la commune de Baata, à la suite du dérapage d'un poids lourd qui a fait un 1 mort répondant aux initiales H. S., âgé de 20 ans et des blessures à des degrés divers aux deux occupants de l'engin. Les agents de la Protection civile ont également procédé, durant la même période, à 208 évacuations sur les différentes structures hospitalières.

Hamid Sahnoun

DES PROJETS À LA TRAÎNE OU TOTALEMENT ABANDONNÉS

LE GRAND GÂCHIS !

LES PROJETS « mort-nés » des villes nouvelles de Boughzoul, Imedghassen et Hassi Messaoud, illustrent à eux seuls l'anarchie dans l'exécution des grands chantiers.

KAMEL LAKHDAR-CHAOUCHE

L'Algérie offre un décor macabre et triste. Elle est surtout un véritable chantier à ciel ouvert, laissé à l'abandon. Toutes les wilayas reflètent malheureusement cette triste réalité. Et cela dure depuis des années. Et quoique des rapports d'évaluation établis dans la majorité des régions du pays laissent apparaître que des centaines de projets sont en souffrance, voire à l'abandon, les premiers responsables du pays ne semblent guère s'inquiéter.

Qu'en est-il, outre des centaines de petits projets complètement oubliés, des projets de réalisation du « Palais des Congrès » à Oran, la construction de villes ultramodernes, en l'occurrence celles de Boughzoul dans la wilaya de Médéa, Imedghassen à Batna, celle de Hassi Messaoud à Ouargla ou encore les villes de Sidi Aïbdellah et Alger Médina ? Les exemples ne manquent donc pas et renseignent amplement sur l'absence de l'Etat. Car, avec peu de moyens, des pays ont construit des villes de dimension universelle.

Des pays moins riches que l'Algérie ont réalisé des miracles en un laps de temps très court. A quoi ont donc servi les quelque 400 milliards de dollars consacrés aux deux plans quinquennaux ? Comment peut-on expliquer cette situation d'abandon qui balafre l'image vitrine des différentes wilayas ? C'est vrai, les pouvoirs publics ont lancé, tambour battant,



des projets de construction de villes nouvelles aux standings internationaux, des infrastructures routières et de construction de logements et d'établissements éducatifs et de santé pour contenir les besoins des citoyens et hisser soignant, les villes algériennes au niveau espéré.

Mais, hélas, ce qui est à plaindre c'est l'arrêt de centaines de ces chantiers de construction à travers le pays, sans qu'il y ait des voix qui s'élèvent pour demander des explications à cette situation de « blocage national ». L'Algérie ne manque pas d'argent, dit-on. « Nous n'avons pas de problème d'ar-

gent, tant que le pétrole se vend bien et disponible », reconnaît-on. La ressource financière ne fait pas défaut Dieu merci. Mais le savoir-faire et le savoir-être si. Pour de nombreux spécialistes du bâtiment, à titre illustratif, le résultat escompté des chantiers lancés aurait été plus conséquent si le cocktail explosif que forment la bureaucratie, la spéculation et la corruption n'avait pas servi de frein. Cette affirmation fait l'unanimité auprès des chefs d'entreprises nationales, y compris des chefs d'entreprises chinoises, principaux partenaires de l'Algérie, notamment dans le secteur du bâtiment. Tandis que du côté officiel,

les institutions en charge de ces projets à l'arrêt ne sont pas inquiétées outre mesure. Personne pour leur demander des comptes. De tels constats soulèvent en effet moult interrogations et remettent en cause même le discours officiel et le caractère d'un Etat de droit. Ainsi, l'on s'interroge sur la crédibilité même des institutions. « Visiblement, non ! » répondent de nombreux observateurs. Néanmoins, cela est à l'origine d'une certaine opacité qui entoure les rôles, les compétences et l'autonomie de chacune d'entre elles, s'accordent à relever des observateurs avisés. L'Assemblée popu-

laire nationale (APN), par exemple, est pluraliste, mais, en fait, elle est dépouillée de ses prérogatives. Celle-ci n'a également jamais jugé nécessaire de mener une quelconque enquête pour faire la lumière sur des situations qui, pourtant, interpellent les consciences et taraudent les esprits. C'est pourquoi, en privé, certains « élus du peuple » ne croient pas à l'interprétation triomphaliste des chiffres, appréhension des représailles oblige, qu'ils ne contredisent d'ailleurs jamais ouvertement, là où il faut et quand il le faut. Alors que du côté des entreprises, la sonnette d'alarme a été tirée à plusieurs reprises. Ces dernières affirment que pour entamer la réalisation d'un projet quelconque, l'entreprise en charge doit effectuer un véritable parcours du combattant, à côté duquel la course d'obstacles est une véritable promenade de santé, tant chaque étape à franchir évoque le purgatoire. Cela en plus, témoignent-elles, de l'insuffisance de bureaux d'études performants et d'effectifs (architectes, ingénieurs, techniciens) compétents, l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée, d'entreprises de réalisation réellement structurées et dotées de moyens humains, matériels et financiers conséquents, ainsi que la pénurie chronique des matériaux de construction. S'ajout la contrainte du foncier et du financement, aggravée par la bureaucratie pratiquée à différents niveaux des institutions de l'Etat. C'est dire, à l'évidence, que beaucoup reste à faire.

K. L.-C.

Affaire Kherba

Le procès aura lieu aujourd'hui

■ *Le procès du militant des droits de l'homme Abdelkader Kherba, au cours duquel il aura à répondre du chef d'accusation d'outrage à corps constitué, aura lieu aujourd'hui au tribunal de Ksar El Boukhari.*

Abdelkader Kherba a déjà été condamné à une peine d'un an de prison avec sursis assortie d'une amende de 20 000 DA après avoir participé à un rassemblement de greffiers devant le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, en mai dernier.

Des chômeurs et des militants des droits de l'Homme se mobilisent

Des militants des droits de l'Homme, dont ceux du Réseau de défense des libertés et de la dignité (RDLD) et des chômeurs tiendront, demain, un rassemblement devant le tribunal de Ksar El Boukhari pour soutenir Abdelkader Kherba. Certains vont se déplacer dans l'après-midi de lundi pour distribuer des tracts appelant les citoyens à participer à l'action. Il y a lieu de souligner que le mis en cause dans cette affaire est un militant de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (Laddh) et membre du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC). Selon les informations recueillies auprès de sa famille, le représentant des droits de l'homme en proie à des déboires judiciaires est affaibli



PH. A. D. R.

après une semaine de grève de la faim entamée pour protester contre son arrestation, indique son frère, Ali Kherba. «Son avocat lui a rendu visite hier mais il

ne nous a pas donné plus d'informations. Mon frère était déjà malade avant son arrestation», précise-t-il. Abdelkader Kherba a été arrêté le 20 août par la

police à Ksar El Boukhari, à Médéa, lors d'une manifestation contre les coupures d'eau récurrentes dans la commune.

Salah Harireche

ENCADREMENT DU PÈLERINAGE 2012

Les pompiers en conclave à Médéa

Pas moins de 180 éléments représentant les différents corps de la Protection civile ont été mobilisés pour assurer la mission d'accompagnement du hadj.

Organisé sous la houlette de la Direction générale de la Protection civile, un regroupement national des gens chargés de la mission d'accompagnement des hadjis aux Lieux saints de l'islam s'est ouvert, hier matin, à l'Institut de la formation professionnelle Mohamed-Mekhtiche de Médéa.

Devant se poursuivre aujourd'hui, le regroupement a été inauguré par le colonel Bourelaf Boualem, directeur de la Protection civile de la wilaya de Médéa, en présence de cadres et officiers des différentes unités de la Protection civile du pays. Pas moins de 180 éléments, représentant les différents corps de cet organisme, ont été mobilisés pour assurer la mission d'accompagnement et consistant à garantir les meilleures conditions de prise en charge, de voyage, d'hébergement et de séjour des hadjis.

Des ateliers de formation sur la mission et le rôle des éléments de la Protection civile ont été animés par des cadres et officiers qui ont fait

agents pendant les formalités de douane et l'accueil des hadjis au niveau des aéroports de départ et d'arrivée. En outre, les agents de la Protection civile doivent faire preuve de beaucoup de vigilance afin de mener à bien leur mission sachant que le voyage, les procédures de douane et les déplacements sont très souvent des sources de stress pour les hadjis dont certains sont âgés, nous dira M. Bourelaf Boualem. "Nos agents doivent prêter aide et assistance aux hadjis lors de leur installation dans les lieux d'hébergement et leur déplacement dans les différents endroits des Lieux saints pour l'accomplissement des rites de l'islam aussi bien à La Mecque qu'au Mont Arafat. Les éléments de la Protection civile mettront en place des jalons afin de permettre à nos hadjis de pouvoir se repérer et d'identifier leur itinéraire afin d'éviter les cas d'égarement pouvant survenir pendant la forte affluence lors de l'ascension du Mont Arafat." On fait savoir que la mission des agents de la Protection civile se prolongera jusqu'aux dernières modalités de retour de La Mecque et Médine vers le pays en accompagnant les hadjis jusqu'à l'aéroport, précise-t-on.



Zineb / A. Liberté

KSAR EL BOUKHARI (MÉDÉA)

Procès aujourd'hui de Abdelkader Kherba

Tous les regards seront braqués aujourd'hui sur Ksar El Boukhari, au sud de Médéa. Cette commune, qui semble sombrer dans le chaos et l'anonymat, abritera aujourd'hui le procès de Abdelkader Kherba, militant de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (Laddh) et membre du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CND-DC). Il sera jugé, au tribunal de cette ville, pour «outrage à corps constitué». Son jugement ne se passera donc pas sous silence, d'autant qu'il s'agit d'une personne connue pour son militantisme. Ainsi, des militants des droits de l'homme ainsi que de simples citoyens ont décidé d'organiser un sit-in devant de tribunal de Ksar El Boukhari en signe de soutien à la «cause» de Abdelkader Kherba. Ce dernier a été, rappelons-le, arrêté le 21 août dernier par la police à Ksar El Boukhari après une



Abdelkader Kherba, militant de la Laddh

altercation avec des éléments de ce corps. Au moment où il filmait une manifestation de citoyens qui dénonçaient, devant du siège local de l'Algérienne des eaux, une inquiétante et récurrente pénurie d'eau, des policiers ont voulu lui enlever,

avec force, sa caméra. Se sentant victime d'une répression, il a décidé d'entamer une grève de la faim afin de protester contre son arrestation «abusive». A la veille de son jugement, son état de santé serait, d'après ses proches, inquiétant. Pour rappel, le

bureau de la Laddh de Médéa a exprimé publiquement, dimanche, son soutien à Abdelkader Kherba, tout en condamnant son arrestation.

A travers un communiqué, le bureau de la Laddh s'est montré outré par ce genre de «dépassements dangereux commis à l'encontre de citoyens algériens dont le tort est de défendre les droits et les libertés». Abdelkader Kherba avait déjà été mis en détention le 18 mai dernier parce qu'il avait exprimé son soutien aux greffiers en grève de la faim, en participant à leur rassemblement devant le tribunal de Sidi M'hamed (Alger). Ce qui lui avait valu une condamnation d'un an de prison avec sursis assortie d'une amende de 20 000 DA. Depuis, un grand mouvement de solidarité, notamment via le réseau social facebook, a été créé afin de défendre un défenseur des droits de l'homme. *M. Benzerga*

DES CITOYENS INCARCÉRÉS

Menace sur les libertés individuelles

Suite de la page 1

L'année 2012 ne diffère pas des années précédentes en matière d'atteinte aux droits de l'homme. Aujourd'hui, s'ouvrira au tribunal de Ksar El Boukhari, dans la wilaya de Médéa, le procès de Abdelkader Kherba, membre de la Coordination nationale des chômeurs et de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (Laddh). Il répondra devant le juge pour «agression sur agent en fonction». En réalité, ce procès traduit une énième tentative pour museler les activités des militants. L'on se souvient que Kherba avait soutenu les greffiers, alors en grève en mai dernier. Arrêté parce qu'il leur avait apporté son soutien, il a été incarcéré à Serkadji, puis libéré après un tumultueux procès. Il écopera d'un an de prison avec sursis.

Le 19 juin dernier, c'est l'ex-vice-président de la Laddh, Mohamed Smaïn, qui est arrêté, au motif d'une plainte déposée en 2002 à la cour de Relizane. Cette arrestation répond également à des calculs obscurs du régime. M. Smaïn dénonçait, durant les années 1990, les graves atteintes aux droits de l'homme et les disparitions forcées. Il n'hésitait pas à désigner les noms. Bémol pour ses détracteurs, il ne cesse de réclamer la vérité jusqu'à présent. En remontant plus loin, l'on constate le harcèlement que subissait Yacine Zaïd, président du bureau de la Laddh de Laghouat et syndicaliste. Au mois d'octobre de l'année dernière, une convocation lui parvient du commissariat central de Batna. Il lui est reproché de soutenir un mouvement séparatiste chaoui. Une fantaisie pour le militant. Pour lui, ce n'est qu'un prétexte pour le faire taire. Différents acteurs interrogés, hier, s'élèvent contre le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme qui n'en finit pas.

Le président de la Laddh, Noureddine Benissad, remarque «un rétrécissement du champ des libertés» et constate que «le régime fait obstacle aux



mouvements de défense des droits de l'homme. La période précédant les élections législatives du 10 mai dernier montre clairement les procédés répressifs du régime». M. Benissad faisait allusion aux arrestations des militants de diverses organisations.

«IL FAUT OCCUPER L'ESPACE PUBLIC», PROPOSE MOKRANE AÏT LARBI

Amine Sidhoum, coordonnateur national du Réseau des avocats pour la défense des droits de l'homme (Raddh), indique que «les atteintes aux droits de l'homme n'ont pas cessé en Algérie. L'arrestation de militants va crescendo et les manifestations ont depuis l'avènement de l'année en cours été réprimées». «S'il y a répression des

manifestants, c'est parce que le régime a peur des structures organisées», analyse-t-il. L'avocat Sidhoum fait remarquer que «l'Etat, qui n'assume pas ses responsabilités, se montre clément avec les gangs qui agressent tant de citoyens, mais réprime les militants». Pourquoi ? Me Sidhoum pense que «le régime a peur des militants, mais pas des gangs, car ces derniers ne sont pas une menace pour les privilèges des dirigeants».

Mokrane Aït Larbi est convaincu pour sa part que «les militants doivent se concerter pour adopter d'autres pratiques, afin de contrecarrer les exactions du régime». «Les libertés sont bafouées quotidiennement en Algérie. Il est temps de passer à une autre étape. Les organisations des droits de l'homme doivent se réunir pour engager des

L'appareil répressif prend immédiatement le relais du pouvoir politique

PHOTO : M. SALIM

actions concrètes sur le terrain. Il faut occuper l'espace public et manifester, voire organiser une marche d'une manière pacifique», propose-t-il. Dans le même sillage, le responsable de la communication au sein du Mouvement de la jeunesse indépendante pour le changement (MJIC), Abdou Bendjoudi, estime que «l'apogée des atteintes aux droits de l'homme et le processus d'arrestation qui s'en est suivi coïncident avec la validation des résultats des élections de la honte du 10 mai dernier, approuvés, via un deal, par l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique». Quant à Kader Affak, porte-parole du Réseau pour la défense des libertés et de la dignité (RDLD), il pense que «le pouvoir est arrivé à un point de non-retour. Il a consommé toutes les capacités pour changer de l'intérieur. Le régime adopte une politique pour détruire les consciences». Enfin, le directeur de l'Observatoire algérien des droits de l'homme (OADH), Yahia Bounouar, juge que «le régime, pour tenter d'étouffer une contestation et une révolte populaires, cible principalement les militants actifs en multipliant les arrestations, les harcèlements judiciaires et policiers, ainsi que les intimidations... Pour cela, il n'hésite pas à violer les traités internationaux que l'Algérie a ratifiés et ses propres lois». «L'objectif étant d'empêcher les militants d'activer sur le terrain et surtout de donner un contenu politique à la contestation. Tant qu'un mouvement de contestation reste strictement dans le domaine social, il ne risque rien, mais dès qu'il prend une dimension politique, l'appareil répressif prend immédiatement le relais», conclut notre interlocuteur. M. B.

في حفل غنائي ساهر بدار الثقافة حسن الحسني

الخالدي يمتع جمهور المدينة بألبومه الجديد "يا لميمة"

أحيا كل من الفنانين علي ملوكي ومحمد صايبي وجمال شير وعبد القادر الخالدي والفنانة «أصيلة» ليلة بداية هذا الاسبوع حفلا عائليا ساهرا متنوعا بدار الثقافة حسن الحسني بالمدينة ضمن برنامج احتفائية خمسينية استرجاع السيادة الوطنية المقترح من طرف وزارة الثقافة بالتعاون مع ديوان رياض الفتح.



م. أمين عباس

وبينما امتزجت الطبع المقدمة ما بين الأغاني المغربية التراثية من بين إحدى روائع عبد الوهاب الدوكالي والإجتماعية من قبل الفنان علي ملوكي كلمات واداء، أطرب الفنان محمد صايبي الحضور بطبق من الأغاني العاصمية تغنى في بعضها بحب الوطن، فيما راح ابن

القبائل جمال شير في اعطاء العنين لأحباله الصوتية ممتعا جمهور هذه المؤسسة الثقافية بأغاني قديمة من التراث وأخرى جديدة ترحم من خلالها على روح الفنان العظيم عبد الرحمان الحراشي ومعطوب الوناس بينما أطربت الفنانة أصيلة لأول مرة لها مدعوي مدعوات دار الثقافة حسن الحسني ببعض أغاني الراحلة وردة الجزائرية وواحدة من الطابع الوهراني من كلماتها وألحانها بعنوان «توحشتكم» في حين ألهب عبد القادر الخالدي القاعة بقصائد من التراث وبعض المقاطع من أغنيته الجديدة «لميمة» هي الهممة.. لميمة هي الحرمة.. لميمة هي النجاح وهي المفتاح.

من أجل ضبط الترتيبات النهائية تجمع لأعوان الحماية المدنية المكلفين بمرافقة الحجاج

نظم، أمس، بمدينة المديّة تجمع وطني لفائدة أعوان الحماية المدنية المكلفين بمرافقة الحجاج إلى البقاع المقدسة ضمن البعثة الوطنية وذلك من أجل ضبط الترتيبات النهائية واتخاذ كل الإجراءات التنظيمية للتكفل الأحسن بالحجاج الميامين.

ويندرج هذا اللقاء، حسب العقيد بوعلام بوغلاف، الذي سيقود فرقة الحماية المدنية المتكونة من 180 عوناً إلى البقاع المقدسة في إطار التحضير الجيد للأعوان قصد أداء مهمة خدمة الحجاج الميامين وتقديم كل التسهيلات للسماح لهم بتأدية مناسكهم على أكمل وجه، مشيراً إلى أن هذا التجمع سبقه لقاءان تمهيديان لهؤلاء العناصر.

وأوضح المصدر -في هذا السياق- أن هذا اللقاء سيسمح لأعوان الحماية المدنية من الإطلاع على دورهم بالتفصيل والدقة طوال فترة مرافقة الحجاج بدءاً من استقبالهم بمطاري جدة والمدينة المنورة بالمملكة السعودية إلى غاية عودتهم إلى أرض الوطن.

وسيقومون خلال مدة الحج هذه -مثلاً ذكر- بإعطاء الإرشادات اللازمة للحجاج ومرافقتهم إلى فنادقهم وأماكن إقامتهم علاوة على البحث عن التائبين والتكفل بهم خصوصاً في أيام التروية من مكة إلى عرفات ومنها إلى المزدلفة، ثم إلى منى ومن ثم الرجوع إلى مكة.

كما أبرز العقيد بوغلاف لطاغم الحماية المدنية أن هذه المهمة "ليست سهلة وليست نزهة"، إنما هي مهمة نبيلة تتطلب من كل واحد التحلي بالصبر والاضطلاع بالمسؤولية الملقاة على عاتقه". (وأ)

وكالة «أونساج» بالمدينة تقدم في تمويل المشاريع واستحداث مناصب شغل

الخدماتي بـ 803 مشاريع، لتأتي المشاريع الفلاحية بـ 613 مشروعاً نظراً لخصوصية الولاية الفلاحية، وجاءت المشاريع الأخرى على النحو الآتي: الصناعات التقليدية بـ 316 مشروعاً، نقل البضائع المثقلة بـ 169 مشروعاً، نقل المسافرين بـ 217 مشروعاً، ومجال البناء والعمران بـ 177، والصناعية بـ 92، والمهن الحرة بـ 68 مشروعاً، والصيانة بـ 29، والري بـ 10 مشاريع، والصيد بمشروعين.

ولتقريب الإدارة من المواطن بادرت الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب إلى فتح ملحقة لها بتابلاط 120 كلم أقصى شرق الولاية، وقريباً ملحقة بقصر البخاري 75 كلم جنوب الولاية، وأخرى ببني سليمان 18 كلم شرق ولاية المدينة.

♦ أ. أكرم

بلغ عدد المشاريع الممولة من قبل الوكالة الوطنية لدعم تشغيل الشباب «أونساج» بالمدينة خلال السداسي الأول من العام الجاري 653 مشروعاً، مما ساهم في خلق 1246 منصب شغل، بالموازاة تم تمويل 828 مشروعاً العام المنصرم والذي ساهم بدوره في استحداث 1795 منصب شغل لفائدة الشباب البطال، و388 مشروعاً العام 2010 فقط أحدث 1075 منصب شغل. وحسب المكلف بالإعلام والاتصال لوكالة «أونساج» بالمدينة السيد رضوان عبادي فإن نسبة تطور تمويل المشاريع الوكالة بلغت نسبة 113.40 بالمئة، أمر أرجعه المتحدث إلى التسهيلات التي أقرتها الحكومة فيفري من العام الماضي. من جانب آخر أفاد السيد عبادي أن مشاريع نقل البضائع تصدرت قائمة المشاريع بـ 870 مشروعاً، تليها المشاريع ذات الطابع

جهاز السكانير حلم سكان بني سليمان بالمدينة

لا يزال سكان بلدية بني سليمان والبلديات المجاورة شرق المدينة ينتظرون ساعة الإفراج وتحقيق الحلم الذي يبقى معلقا إلى أجل غير مسمى، وانتظار تدخل الجهات المعنية بالمؤسسة العمومية الاستشفائية عمر صيد، في الشروع لتشغيل جهاز السكانير الذي استفاد منه كل من مستشفى بني سليمان وقصر البخاري وقابلط، والذي يبقى غير مستعمل رغم النداءات العديدة للسكان وكذا إدارة المستشفى التي لم تجد أخصائيا لتشغيله بعد مرور سنتين على تركيبه بالمستشفى، ليبقى هاجسا كبيرا للمواطنين الذين يقومون برحلات طويلة للولايات المجاورة من أجل القيام بالكشف بجهاز السكانير وبثمن يصل إلى 7000 دج، بالإضافة إلى مصاريف وأعباء السفر، مناشدين في ذات السياق تدخل مديرية الصحة لتحقيق حلم مرضى سكان بني سليمان للاستفادة من هذا الجهاز الذي صرفت عليه الدولة أموالا طائلة وإنقاذه من الصدا والتلف.

■ عيسى . ب

تواصل إضراب مجمع دايو يبوغزول

المجمع أول أمس حسب قول أحد أعضاء النقابة لـ"الشروق" الحوار مع الفرع النقابي المنضوي تحت لواء الاتحاد العام للعمال الجزائريين، وعدم الاستجابة لمطالب العمال والنقابة على حد سواء، مضيفين بأن الإدارة الوصية مصرة على حل النقابة كليا والتوقيف النهائي للإطارات الذي كان المجمع في وقت سابق استبدلهم بإطارات من دول أخرى كالفلبين وبنغلاداش.

■ إسماعيل مقطوف

يواصل لليوم السابع على التوالي، نحو 1700 عامل بمجمع دايو اليابانية ببوغزول المكلف بإنجاز مشاريع هامة تخص البنى التحتية للمدينة الجديدة، إضرابهم عن العمل بعد رفضهم القاطع الطرد الفجائي الذي قامت به الإدارة المعنية مع جميع الأعضاء الستة دون علمهم بذلك وتوقيف عديد الإطارات بذات المجمع، إضافة إلى مطالبتهم بالتعويضات المالية وعقود العمل، ويأتي استمرار هذا الإضراب بعد رفض مدير

احتجاج سكان حي الزيرة بسبب انقطاع المياه في قصر البخاري

احتج، أول أمس، سكان حي الزيرة الواقع بمدينة قصر البخاري جنوب ولاية المدية، على انقطاع المياه منذ أكثر من نصف شهر، حيث دخلوا في معاناة حولت حياتهم إلى جحيم، وحسب حديث المحتجين لـ"النهار"، فإن هذه الأزمة دخلت أسبوعها الثاني وهم يعانون مشقة جلب المياه وكراء الصهاريج، إلى جانب قطع مسافات طويلة، كون المنطقة تفتقر إلى الموارد المائية، كما لم تشفع النداءات المتكررة لمختلف المسؤولين قصد إيجاد حل لهم، كما يخشى محدثونا، أن تستمر الأزمة على ما هي عليه الآن، خاصة وأن هذا المورد الحيوي يعولون عليه كثيرا في قضاء العديد من أغراضهم، حيث ناشدوا السلطات الولائية بضرورة التدخل والوقوف على حجم المعاناة.

حسام أيمن

الراسبون في مسابقة التوظيف يوصلون احتجاجهم أمام مديرية التربية بالمدينة

واصل لليوم الثاني على التوالي الراسبون في مسابقة التوظيف التي أعلن عن نتائجها بداية الأسبوع الجاري؛ احتجاجهم أمام مقر مديرية التربية بالمدينة، رافعين شعارات تطالب بإعادة النظر في القوائم المعلن عنها، وإنصاف الكثير منهم؛ كونهم من أوائل المتخرجين من الجامعات، إلى جانب شغلهم في الكثير من الأوقات بصفة مستخلفين دون أن يحصلوا على منصب عمل يقيهم شر البطالة، كما أبدى محدثونا استيائهم وغضبهم الشديدين إزاء المسابقة التي شارك فيها أزيد من 2000 مشارك، وكذا سلم التنقيط الذي فصل في بعض الأحيان للمتخرجين الجدد وأقصى أصحاب الخبرة وذوي الكفاءة، مطالبين بضرورة إعادة النظر في ذلك ودراسة الطعون التي تم تقديمها بدقة.

حسام أيمن

سحب أزيد من 50 رخصة سياقة في المدينة

سجلت، مصلحة الوقاية المرورية التابعة لأمن ولاية المدينة، 19 حادث مرور خلال شهر جويلية الماضي عبر العديد من المناطق الحضرية، خلفت في مجملها أزيد من 20 جريحا من بينهم 5 فتيات قصر، وحسب بيان ذات المصالح فإن السبب البشري كان العامل الرئيسي فيها بنسبة كبيرة، حيث تم تسجيل 266 غرامة جزافية و50 جنحة مرورية، مع سحب 53 رخصة سياقة؛ أحيلت منها 10 ملفات على العدالة.

وليد.م

تجمع وطني لأعوان الحماية المدنية المكلفين بمرافقة الحجاج إلى البقاع المقدسة

نظم أمس الإثنين، بالمدينة، تجمع وطني لفائدة أعوان الحماية المدنية المكلفين بمرافقة الحجاج إلى البقاع المقدسة ضمن البعثة الوطنية وذلك من أجل ضبط الترتيبات النهائية واتخاذ كل الإجراءات التنظيمية للتكفل الأحسن بالحجاج الميامين.

ويندرج هذا اللقاء -حسب العقيد بوعلام بوغلاف الذي سيقود فرقة الحماية المدنية المتكونة من 180 عوناً إلى البقاع المقدسة- في إطار التحضير الجيد للأعوان قصد أداء مهمة خدمة الحجاج الميامين وتقديم كل التسهيلات للسماح لهم بتأدية مناسكهم على الوجه الأكمل، مشيراً إلى أن هذا التجمع سبقه لقاء بين تمهيديين لهؤلاء العناصر.

وأوضح المصدر في هذا السياق أن هذا اللقاء سيسمح لأعوان الحماية المدنية بالإطلاع عن دورهم بالتفصيل والدقة طوال فترة مرافقة الحجاج بدءاً من استقبالهم بمطاري جدة والمدينة المنورة بالمملكة السعودية إلى غاية عودتهم إلى أرض الوطن.

وسيقومون خلال مدة الحج هذه -كما ذكر- بإعطاء الإرشادات اللازمة للحجاج ومرافقتهم إلى فنادقهم وأماكن إقامتهم، علاوة على البحث عن التائهين والتكفل بهم خصوصاً في أيام التروية من مكة إلى عرفات ومنها إلى المزدلفة ومنها إلى منى ثم الرجوع إلى مكة.

وأبرز العقيد بوغلاف لطاغم الحماية المدنية أن هذه المهمة "ليست سهلة وليست نزهة وإنما هي مهمة نبيلة تتطلب من كل واحد التحلي بالصبر والاضطلاع بالمسؤولية الملقاة على عاتقه".

تجنيد 180 عون للغرض الحماية المدنية ترافق الحجاج إلى البقاع المقدسة

يرافق 180 عون من الحماية المدنية الحجاج الجزائريين إلى البقاع المقدسة قصد تقديم كل التسهيلات لهم بغية السماح لهم بتأدية مناسك الحج بالمملكة العربية السعودية. وأوضح العقيد بوعلام بوغلاف الذي سيرأس الوفد خلال تجمع وطني نظم أمس بولاية المدية لفائدة أعوان الحماية المدنية المكلفين بمرافقة الحجاج إلى البقاع المقدسة ضمن البعثة الوطنية، بأن اللقاء يهدف إلى ضبط الترتيبات النهائية واتخاذ كل الإجراءات التنظيمية للتكفل الأحسن بالحجاج الميامين على الوجه الأكمل، مشيراً إلى أن هذا التجمع سبقه لقاءان تمهيديان لهؤلاء العناصر، مضيفاً «اللقاء سيسمح لأعوان الحماية المدنية من الإطلاع عن دورهم بالتفصيل والدقة طوال فترة مرافقة الحجاج بدءاً من استقبالهم بمطاري جدة والمدينة المنورة بالمملكة السعودية إلى غاية عودتهم إلى أرض الوطن».

وقال رئيس بعثة أفراد الحماية المدنية بأن 180 من عناصره سيقومون بإعطاء الإرشادات اللازمة للحجاج ومرافقتهم إلى فنادقهم وأماكن إقامتهم علاوة على البحث عن التائهين والتكفل بهم، خصوصاً في أيام التروية من مكة إلى عرفات ومنها إلى المزدلفة ومنى ثم الرجوع إلى مكة. مبرزاً أن هذه المهمة «ليست سهلة وليست نزهة وإتما هي مهمة نبيلة تتطلب من كل واحد التحلي بالصبر والاضطلاع بالمسؤولية الملقاة على عاتقه».

أ. بوطوش